



L'épidémie a réduit – du moins provisoirement – au silence les oppositions au « baccalauréat Blanquer ». Elle n'a cependant pas dissipé les craintes que suscite, chez les lycéens notamment, la refonte de l'examen

A l'aube du troisième trimestre de l'année scolaire 2020-2021, un état d'esprit prévaut dans bon nombre de lycées : faire « comme si ». « Comme si » les 750 000 élèves de 1^{re} et autant de terminale abordaient « normalement » la dernière ligne droite avant les épreuves finales du baccalauréat. « Comme si » élèves, parents d'élèves et



enseignants ne se posaient pas la question d'une énième adaptation de l'examen, d'un changement de calendrier, d'un possible reconfinement. « Comme si », enfin, la refonte de l'examen, promesse du candidat Macron concrétisée par Jean-Michel Blanquer, son ministre de l'éducation, ne rencontrait pas d'autres freins que ceux liés à l'épidémie.

La crise sanitaire a obligé l'examen à faire son aggiornamento plus vite que prévu : 2020 a vu la plupart des épreuves ajournées et l'évaluation basculer dans le « tout contrôle continu ». Pour la session 2021, la communauté éducative retient son souffle : les épreuves de spécialité de mars, qui devaient connaître leur baptême du feu, ont été annulées, mais celles de juin restent programmées. L'enjeu est de taille : l'édition à venir doit être celle de la concrétisation du « bac Blanquer » et du déploiement de sa réforme.

Toucher au monument national qu'est le baccalauréat passait, il y a quelques années, pour une mission impossible. On ne compte plus les gouvernants qui ont tenté d'inscrire dans leur temps l'examen bicentenaire, et, avec lui, le lycée napoléonien pensé pour les filles et les fils d'une élite. Souvent sans dépasser le stade du projet. Avec une nuance : les bacs technologiques et professionnels se modernisent sans heurt, pas le bac général.

Mèche éteinte

Ce chantier sensible aura paradoxalement bénéficié de la situation sanitaire. Presque d'un « effet d'aubaine », observent les acteurs et spécialistes du monde scolaire à qui nous avons donné la parole dans ces pages : la menace du

Covid-19 a éteint (provisoirement ?) la mèche qu'avait allumée, en 2019, toute une frange de la communauté éducative opposée au bouleversement du modèle d'évaluation. Des professeurs, mais aussi des lycéens et leurs parents pour qui le bac nouvelle formule et le lycée modulaire risquent d'accroître un peu plus les inégalités au lieu de les résorber.

Reste à savoir quelle adhésion suscitera une réforme déployée dans de telles conditions. Sans marge de manœuvre, sans toutes ses épreuves, sans le cérémonial et la valeur de rite de passage qui vont avec. Les premiers concernés, ces lycéens nés en 2003 dont le parcours scolaire a été ponctué par les réformes (rythmes au primaire, en 2013, brevet des collèges, en 2017, et, enfin, lycée), ne se font pas d'illusions : ils sont 71 % à redouter un

bac « dévalué », selon un sondage de l'IFOP que nous dévoilons.

Il faudra attendre les résultats de la session 2021 pour s'en faire une idée. En attendant, les candidats ont un défi de taille : la préparation du grand oral, épreuve d'une vingtaine de minutes valant pour 10 % de la note finale. Une « petite révolution » au sein de l'école française, nous explique dans un entretien l'avocat Bertrand Périer. Pensée comme un trait d'union entre le secondaire et l'université, l'épreuve doit faire de ce « marqueur social fort » qu'est l'oral, comme disent les enseignants, une compétence partagée. Les lycéens, qui essuient les plâtres de la réforme autant que du contexte sanitaire, ne cachent pas en avoir un peu peur. Souhaitons-leur bonne chance! ■

MATTEA BATTAGLIA

